

## **Contre la logique du tri Pour un droit d'asile et au séjour, pour tous et toutes, maintenant !**

Depuis 2011, les guerres civiles, plus particulièrement en Libye et en Syrie, ont conduit plusieurs centaines de milliers de personnes à s'exiler, et depuis le début de l'année le nombre d'arrivées sur l'espace Schengen s'est accélérée avec la déstabilisation de plusieurs régions autour de l'Europe. Mais durant toute cette période le gouvernement français est resté campé sur ses positions de renforcement des politiques sécuritaires et de restriction des voies légales de migrations, tout en continuant d'adresser constamment aux citoyen-nes français-es un message de défiance à l'encontre des tous ces exilé-es.

Il aura fallu attendre ces dernières semaines pour que, face à l'ampleur prise par l'afflux de réfugié-es et la multiplication des drames humains, le débat soit enfin réellement porté publiquement au sein des différents pays européens. Malheureusement, alors même que l'asile est un droit reconnu internationalement, force est de constater que les réponses apportées par les gouvernements concernés ne sont pas à la hauteur des espoirs légitimes de celles et ceux qui risquent leur vie pour rejoindre l'Europe.

Face aux tergiversations gouvernementales, aux égoïstes nationaux, aux pressions des Extrêmes droites et de celles et ceux qui surfent sur les mêmes idées populistes... rappelons que ce sont avant tout des actions d'individus, d'habitant-es, d'associations, de syndicats, de collectifs et des réfugié-es eux-mêmes qui, depuis des années sur le Calais puis plus récemment sur Paris, autour de Menton et Vintimille mais aussi en Allemagne, en Italie, en Espagne, ont su rappeler l'humanité de tous-tes les exilé-es et l'importance fondamentale des valeurs d'accueil, de solidarité et de partage, et ce même dans un contexte de suspicion généralisée et de répression.

Défendre les droits des exilé-es et défendre les droits des salari-és, des chômeurs-euses, des retraité-es, c'est le même combat, celui du partage des richesses, ici et ailleurs, contre les politiques et les puissances d'argent qui veulent nous mettre tous à genoux.

Les questions qui sont aujourd'hui posées nécessitent des réponses et des engagements qui doivent s'inscrire dans la durée. L'accroissement de la pression de la part des mouvements sociaux est indispensable, notamment dans la perspective des décisions qui seront prises lors du Sommet européen des chefs d'Etat et de gouvernement des 15 et 16 octobre sur la situation des réfugié-es.

L'Union syndicale Solidaires s'oppose à toutes légitimations de logique de tri des exilé-es. Il faut dénoncer tout projet de conditionner l'aide au développement aux pays de départ et de transit qui viserait à leur imposer de nouveaux accords de réadmissions et à les obliger à favoriser l'emploi de leurs budget pour de nouvelles politiques sécuritaires en lieu et place des politiques d'accès à l'alimentation, la santé, l'éducation, l'emploi...

../..

<b>144 Bd de la Villette 75 019 Paris</b>	<b>Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14</b>	<b>contact@solidaires.org www.solidaires.org</b>
---	--	--



L'Etat français a les moyens de permettre à tous les exilé-es d'avoir un vrai hébergement, il faut donc arrêter les solutions de campement comme il l'a été annoncé par le premier ministre à Calais en août (120 tentes pour accueillir 1500 personnes). Il est urgent de répondre dignement à leurs besoins les plus élémentaires, qui consistent notamment à être informés de leurs droits et correctement accompagné-es dans leurs démarches. La France peut accueillir bien plus que 24 000 personnes sur deux années ! Des moyens financiers et humains doivent être mis en œuvre pour permettre leur accueil et l'intégration de toutes celles et ceux qui désireront s'installer dans notre pays.

Refusons la mise en place de centres de contrôle en Europe (hotspots) et exigeons de nouvelles politiques migratoires communes, ouvertes et respectueuses des droits de l'homme, avec des nouvelles voies légales d'immigration.

L'Union syndicale Solidaires appelle chacune et chacun à se mobiliser au côté des réfugié-es et à participer aux initiatives porteuses de nos valeurs et engagements communs.

Paris, le 17 septembre 2015,

<b>144 Bd de la Villette 75 019 Paris</b>	<b>Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14</b>	<b>contact@solidaires.org www.solidaires.org</b>
---	--	--

